



SUISSSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Projet Promotion de l'accès des filles à un Système Educatif et de Formation Professionnelle de qualité (PROMESSE-FP)

ANNEE : 2021

RAPPORT SYNTHÈSE ANNUEL

1^{ER} MAI – 31 DECEMBRE 2021



Intervention d'une bénéficiaire lors du forum des métiers à Dori, région du Sahel le 23 décembre 2021



Royaume des Pays-Bas



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



1. CONTEXTE DU PROJET

Avec l'appui financier de l'ambassade du Royaume des Pays Bas au Burkina Faso, le consortium Solidar Suisse - Educo - Aflatoun International a initié le projet « Promotion de l'accès des filles à un Système Éducatif et de Formation Professionnelle de qualité dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso (PROMESSE-FP) » dont la mise en œuvre a démarré le 1^{er} mai 2021.

La première année du projet s'est déroulée dans un contexte difficile et caractérisé :

- Sur le plan sécuritaire, par un regain des attaques terroristes contre les forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Ces attaques ont occasionné d'importants mouvements de populations vers les communes des chefs-lieux de provinces. Au 31 décembre 2021 le rapport du secrétariat permanent du Conseil National de Secours d'Urgence (SP/CONASUR) fait état de 1 579 976 de Personnes Déplacées Internes (PDI) dont 61,66% enfants et 22,34% de femmes. Les quatre régions d'intervention du projet viennent en tête des régions accueillant des PDI avec 35,8% au Centre Nord, 32,5% au Sahel, 10,5% au Nord et 9,4% à l'Est, soit 88,2% des PDI. On note une augmentation du nombre de PDI d'environ 29,63% par rapport à la situation du 30 avril 2021 (1 218 754 PDI).
- Sur le plan socio-politique, la dégradation croissante de la situation sécuritaire du pays ces derniers mois a conduit à des manifestations des populations et de certaines organisations de la société civile avec la mise aux arrêts de certains leaders. Cela a engendré un dysfonctionnement de certains services déconcentrés de la zone d'intervention du projet et une dégradation de la cohésion sociale et entraîné le report ainsi que le retard dans la mise en œuvre de certaines activités du projet telles que le ciblage des bénéficiaires et l'organisation du forum des métiers à Dori. Cette pression qui a conduit au renouvellement du gouvernement en fin d'année 2021, a entraîné des changements majeurs au niveau du Ministère en charge de la jeunesse qui a été fusionné avec celui des sports et loisirs. Le Ministère de la jeunesse étant le Ministère de tutelle du projet, les bouleversements pourraient entraîner quelques retards dans la mise en œuvre du projet notamment pour la mise en place du Comité technique de suivi porté par le Ministère.
- Sur le plan économique, les défis sanitaire et sécuritaire ont eu pour conséquence le ralentissement de l'activité économique. Au niveau sanitaire, au 31 décembre 2021, le Burkina dénombrait au total 18 637 cas de COVID-19 depuis mars 2020 avec 1154 cas actifs. Ces derniers mois ont été marqués par une augmentation du nombre de nouveaux cas. Malgré cela, les mesures barrières édictées sont très peu suivies par les populations et l'engouement pour la vaccination (introduite depuis le 1^{er} Juin 2021) pour prévenir les formes graves de la maladie n'est pas effectif.

2. RESUME EXECUTIF DE LA PERIODE

L'année 2021 a été une année de mise en route du projet (voir annexe 3 pour les détails sur les activités). Prévues pour démarrer le 1^{er} mai 2021, les actions du projet ont effectivement démarré avec la mise en place des équipes du projet et le lancement officiel tenu le 09 juillet



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



2021 à Ouagadougou^{1 2}. Dès lors les différentes équipes se sont attelées à la mise en œuvre des activités du projet. Neuf (09) contrats de partenariat (pour Solidar Suisse : UFC Dori, OCADES Kaya, OCADES Ouahigouya, ARFA et le CCEB (Aflatoun) ; pour Educo : et Tabital Lobal, APJCN, CRUS et Tin Tua) ont été signés avec des organisations de la société civile ayant un fort ancrage dans les zones d'intervention du projet afin de faciliter la mise en œuvre des activités au niveau local.

Pour orienter la mise en œuvre du projet et faciliter le suivi-évaluation des actions du projet, une étude de base a été conduite et les résultats provisoires ont permis d'élaborer le Plan de Suivi-évaluation (Plan MEAL) du projet.

Deux ateliers de renforcements des capacités pour les membres du consortium et partenaires locaux ont permis de mettre les équipes dans le bain des thématiques et autre approche qui seront promu dans le cadre du projet. Il s'agit de la gestion de projet sensible aux conflits et de l'approche transformative genre.

Résultat 1.1 : 14 000 élèves de 40 établissements post primaire et secondaire et 1 200 apprenantes de 10 CEFP ont accès à une éducation sociale et financière et des compétences de vie courante

Le processus de révision et d'améliorer du contenu des curricula d'éducation sociale et financière a été entrepris. Le contenu identifié a été contextualisé lors d'un atelier par les équipes techniques du Ministère en charge de l'éducation nationale en coordination avec les partenaires membres du consortium.

Vingt-neuf (29) participants - composés des membres du consortium et du personnel (H/F) des inspections et directions de l'enseignement post-primaire et secondaire ont été formés et certifiés dans l'approche Aflatoun d'éducation financière. Aussi, 40 participants des écoles pilotes de l'approche Aflatoun (animateurs et animatrices de la vie scolaire) et 20 participants des 160 autres écoles du projet ont été formés pour la mise en œuvre de cette approche dans les écoles pilotes. Des manuels en cours de finalisation seront imprimés et mis à la disposition des écoles pilotes courant le premier trimestre 2022. La mise en œuvre des plans d'actions n'a pas été effective au regard du retard accusé dans la mise en place des clubs. Le soutien financier se fera en 2022.

Résultat 2.1 : 5 700 filles et femmes dont 1 200 filles et femmes de 16 à 19 ans, qui sont exclues du système éducatif, 3 000 filles et femmes qui bénéficient d'un apprentissage de métier et 1 500 femmes du secteur informel qui dont les compétences sont renforcées, ont une meilleure insertion socioprofessionnelle

Courant 2021 et dans le cadre de la recherche de ce résultat, le processus de révision et d'amélioration du contenu des modules sur les compétences de vie courante a été entrepris. Ce travail permettra de finaliser au premier trimestre de 2022 le contenu des sessions pour les interventions au niveau non formel (dans les centres de formation). A cet effet, trente (30) formateurs ont été certifiés qui ont désormais des compétences en matière d'éducation sociale et financière pour accompagner la mise en œuvre du projet. En plus, trente (30) enseignants notamment les animateurs et animatrices de la vie scolaire ont été formés sur la mise en œuvre de compétences de vie courante. Pour cette dernière, la cible de 60 enseignants n'a pas été atteint dû au fait que le projet a connu un lent démarrage. La suite de la formation sera organisée au premier trimestre de l'année 2022.

Concernant l'ouverture des centres de formation, en plus des résultats de l'étude de base du projet, les échanges avec les partenaires locaux ont permis d'avoir une situation des centres

¹ Lien vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=5eOfUdUzO4o>

² Article de presse : https://lefaso.net/spip.php?page=web-tv-video&id_article=106064&rubrique3



SUISSSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



à construire et ceux à renforcer. Un architecte a été recruté pour proposer un plan type pour les CEFP, ce qui définira les caractéristiques techniques et estimera les coûts approximatifs pour la construction d'un centre. Des démarches auprès des collectivités locales dans certaines localités ont été engagées pour l'identification des sites pour les centres. Les constructions des centres débuteront en février 2022. Aussi, sur la base des résultats de l'étude sur les métiers porteurs, 04 métiers (Embouche ovine, coiffure esthétique, tissage à base de fil plastique et de perle, saponification) ont été retenus pour être développés dans les CEFP. En partenariat avec l'Agence Nationale de Formation Professionnelle (ANFP), des curricula ont été développés dans ces métiers pour être utilisés dans les centres.

Pour la mise en œuvre des formations des courte durée auprès de maitres artisans, 10 métiers³ ont été identifiés et des guides de formations ont été développés dans chaque métier afin d'orienter la formation des apprenantes chez les maitres. L'étude a identifié des maitres artisans modèles dans les régions avec qui 04 micro films d'environ 13 min ont été réalisés sur leurs parcours professionnels. Ces films réalisés sur les maitres artisans modèles ont été utilisés lors de deux (02) foras des métiers pour amener les filles à découvrir les créneaux porteurs de leur zone mais aussi à les encourager dans leur choix de métier et à l'entrepreneuriat. Ces foras ont permis à 300 (**dont 86 PDI soit 28,66%**) filles et femmes de 19 à 35 ans de mieux structurer leur choix de métier et d'être inspirées par les artisans modèles.

Afin d'assurer la formation de ces 300 bénéficiaires, 98 maitres artisans ont été identifiés dans deux régions (72 à l'Est et 26 au Sahel) pour accueillir les filles et femmes dans leurs ateliers pour un apprentissage. Une formation sur les techniques pédagogiques de transmission des connaissances, l'utilisation des guides de formation développés et sur des thématiques transversales telles que l'hygiène, environnement et la sécurité au travail est en cours de préparation pour ces maitres.

Enfin, courant la période écoulée, 250 filles et femmes dont 96 PDI (**soit 38,4% de PDIs**) de 19 à 35 ans ont également été identifiées dans les 04 régions et formées aux métiers agrosylvopastoraux, précisément en embouche des petits ruminants et aviculture.

Résultat 2.2 : 9 925 filles et femmes du secteur informel ont accès à une formation de qualité et des opportunités de diversification de leurs sources de revenus

Pour cette année 2021, 75 filles et femmes (**dont 19 PDI soit 25,33%**) de 19 à 35 ans propriétaires d'entreprise ont été identifiées dans les 04 régions pour bénéficier d'un renforcement de capacités. Leurs besoins en termes de formation et de matériel ont déjà été identifiés. Les sessions de renforcement seront conduites courants le premier trimestre de l'année 2022. Aussi, dans le cadre de la recherche de l'amélioration des revenus des filles et des femmes, 118 groupes VSLA ont été mise en place en 2021. Cette mise en place s'est accompagnée de la formation de dix-sept (17) animateurs dont cinq (5) femmes sur l'approche VSLA. Ces 118 VSLA mis en place regroupent 1907 filles et femmes dont 374 PDI (soit 19,6%).

Résultat 3.1 : 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 bénéficiaires de la formation professionnelle ont une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive et bénéficient d'une protection contre les VBG (mariage des enfants, grossesses non désirées, etc.) avec le soutien des parents.

Dans le cadre de la promotion de la santé sexuelle et reproductive, l'année 2021 a vu la mise en place de 145 clubs genres sensibles dans 145 établissements avec l'implication des

³ Les métiers sont : La coiffure-esthétique; la teinture-tissage; la mécanique deux roues (moto) ; la plomberie sanitaire ; l'aviculture; embouche ovine ; l'énergie solaire ; la transformation de produits laitiers ; la saponification et la coupe-couture.



SUISSSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



directeurs provinciaux du post primaire et secondaires qui ont aidé à l'identification des établissements d'intervention. Aussi **144 agents des 3 districts sanitaires** dont 44 à Gourcy, 42 à Ouahigouya et 58 à Fada, ont été formés. Des protocoles de collaboration ont été signés avec ces districts sanitaires pour le portage technique des activités. Pour la promotion de l'hygiène des menstrues, 2350 kits GHM ont été acquis en fin d'année 2021 et seront distribués en janvier 2022 aux jeunes filles des 200 établissements cibles du projet et les bénéficiaires en formation professionnelle.

Cependant certaines activités initialement planifiées n'ont pas pu être conduite. Il s'agit de la formation de 200 agents des Services scolaires de santé (SSS) qui a été replanifiée pour le premier trimestre de l'année 2022 car sa mise en œuvre nécessitait un certain nombre de préalables qui n'ont pas pu être réunis à temps : (i) la finalisation des sessions de formation en approche Aflatoun, (ii) l'élaboration et la validation des modules de l'Éducation à la Vie Familiale (EVF), (iii) la formation des formateurs en SSR. Aussi la dotation des établissements en supports de communication sur les questions de la SSR n'a pu se réaliser. Cependant, l'appel d'offre a été lancé et des prestataires ont été retenus pour la livraison des supports de communication.

Des échanges avec la direction en charge des curricula ont été menés en vue de mettre à la disposition du projet, des personnes ressources pour l'animation des sessions de formation des enseignants et les conseillers d'éducation des établissements pilotes. Pour des contraintes liées à la disponibilité des acteurs impliqués, les formations planifiées n'ont pas pu avoir lieu et donc ont été replanifiées pour le premier trimestre 2022.

Résultat 4.1 : *Des études de cas et des capitalisations des bonnes pratiques PROMESSE-FP sont produites et diffusées au niveau national et mises à disposition des acteurs et réseaux concernés.*

Dans le cadre de la capitalisation des actions du projet, une structure de communication a été recrutée pour la gestion du processus de capitalisation globale du projet. Les activités clés du projet seront captées durant la vie du projet. Au niveau de Aflatoun, le processus de recrutement d'une structure qui réalisera des études de cas sur l'approche Aflatoun est également en cours. Pour cette première année, le projet a édité le « journal de jeunesse » qui se veut être un document de promotion du projet auprès des jeunes bénéficiaires du projet. Cette première édition (2021) a fait une présentation du projet dans un langage accessible aux élèves, cible du journal. 3000 exemplaires de l'édition 2021 du « journal de jeunesse » ont été produits et diffusés auprès des élèves des 200 établissements cibles du projet.

Résultat 4.2 : *Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales et le Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi au Burkina Faso intègrent l'éducation aux Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR dans les curricula nationaux*

Courant l'année 2021, au titre de ce résultat, deux rencontres de concertation et de plaidoyer ont été réalisées, l'une avec le Directeur de l'Enseignement Post-primaire et Secondaire et l'autre avec le Chef de service des curricula aux post primaire et secondaire de la Direction Générale de la Recherche en Éducation et de l'Innovation Pédagogique (DGREIP). Ces deux autorités techniques ont salué l'avènement de l'approche Aflatoun en affirmant que le projet PROMESSE-FP intervient dans un contexte favorable pour les jeunes à cause des réformes des curricula qui sont en cours au Burkina Faso. Elles recommandent de produire un manuel qui va servir de ressources complémentaires dans les disciplines d'accueil (i.e. SVT, Histoire, Langues). Dans la lancée de promotion de l'approche, trois (3) émissions télé, quatre (4) émissions radio, un (01) café de l'éducation et un (01) atelier d'information/sensibilisation sur l'éducation sociale et financière (ESF) ont été réalisées.



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Cependant, des ateliers qui étaient planifiés en relation direct avec les formations de formateurs nationaux pour la composante d'intégration et de formation nationale, ont été repoussés de 2021 pour l'année 2022. Ces activités d'intégration nationale ne sont pas faisables avant la finalisation des deux contenus/programmes (compétences de vie, éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR) dans les curricula.

3. NIVEAU D'EXECUTION DU BUDGET

Sur le plan financier, la prévision budgétaire (Solidar et ses partenaires locaux) du semestre écoulé était de **1 620 367 679 F CFA (€ 2 470 235)**. Au 31 décembre 2021, le rapport financier fait ressortir des dépenses à hauteur de **€ 969 018** soit un taux d'exécution de **39%**. Le niveau d'exécution (39%) du budget est faible à cause du retard pris au démarrage et dans la conduite des activités. L'identification et la contractualisation avec les partenaires locaux a pris plus de temps que prévu et le premier déboursement des fonds à leur profit est intervenu fin septembre et octobre. Selon le plan de déboursement, c'est une seule tranche de déboursement sur deux initialement prévus qui a pu être fait aux partenaires. Aussi, l'absence de ressources humaines dédiées au projet au niveau des partenaires locaux n'a pas permis d'avoir une mise en œuvre consistante des activités durant la période. L'indisponibilité de certains acteurs (surtout les services techniques de l'état) en cette fin d'année n'a pas permis de respecter la programmation de certaines activités importantes. Dans le but de rattraper ce retard d'exécution, une replanification opérationnelle et budgétaire du plan de travail et budget 2022 a été faites. Aussi, une révision du budget est envisagée afin de donner aux partenaires locaux plus de moyens (ressources humaines) pour une meilleure gestion du projet et un suivi soutenu de la mise en des activités sur le terrain dans le contexte marqué par la situation sécuritaire délétaire.

4. IMPLICATION DES BENEFICIAIRES ET DES AUTRES TITULAIRES

Des rencontres de concertation ont été organisée avec d'une part les partenaires locaux de mise en œuvre des activités et d'autre part les services techniques et déconcentrés des départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet. Les ateliers avec les partenaires locaux ont été des cadres pour s'accorder pour la planification, les bilans de mise en œuvre des activités et la stratégie d'implication des bénéficiaires dans un contexte d'insécurité.

Au niveau des régions, la mise en œuvre des activités a nécessité l'implication des Services Techniques Déconcentrés (STD), les mairies, le conseil Régional de la Jeunesse, les services de l'action humanitaire, les organisations professionnelles et le CNPB. Pour le ciblage, la sélection et la formation des bénéficiaires, les STD ont pris part au processus en étant membres des comités de sélection mis en place à cet effet. Les partenaires ont eu recours au service des ressources animales et halieutiques pour la formation des 250 filles et femmes sur l'élevage des petits ruminants et l'aviculture. En outre, l'organisation des fora des métiers a connu l'implication des bénéficiaires, des services de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi, des faitières des maitres artisans et des institutions de microfinance.

5. CHRONOGRAMME, CHANGEMENTS ET MODIFICATIONS

Il n'y a pas eu de changement substantiel dans la planification mais un retard et des difficultés dans le déroulement de certaines activités (voir annexe 4). Le retard de démarrage, le contexte



**SUISSE
SOLIDAR**

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



sécuritaire difficile et la disponibilité de certains acteurs (partenaires techniques) ont eu un impact sur le chronogramme de réalisation de certaines activités. De façon spécifique, la formation AKVO n'a pas pu se tenir parce que la collaboration avec la structure AKVO n'a pas abouti. En effet, le coût était trop élevé pour l'enveloppe disponible et les modalités de transfert de la gestion de la base de données par Solidar Suisse n'ont pas permis d'aboutir à la contractualisation. Une alternative de système de suivi évaluation est envisagée et sa concrétisation permettra la réalisation de cette session de formation au premier trimestre 2022.

6. REUSSITES

Les moments forts de la période écoulée ont été le lancement officiel du projet, les deux rencontres intra consortium, les sessions de formation des facilitateurs sur l'approche d'éducation sociale et financière de Aflatoun et la tenue des fora des métiers.

Les foras de métiers ont été des occasions de fortes mobilisations des bénéficiaires mais aussi et surtout des conjoints et membres des familles. Ce qui traduit les fortes attentes des bénéficiaires et leurs familles sur les retombées des actions du projet. Aussi la mise en œuvre de la formation de 250 filles et femmes en élevage des petits ruminants et l'aviculture a été un moment fort et un acquis tangible de cette période.

Les activités de formation ont connu une très bonne mobilisation. Cela est dû au fait que les actions d'information, de sensibilisation et de plaidoyer qui ont précédé les activités de formation ont permis de préparer les acteurs sur le plan national.

L'approche éducation sociale et financière de Aflatoun étant nouvelle, a suscité la curiosité des acteurs de l'éducation et de la formation professionnelle qui ont voulu en savoir plus en saisissant l'opportunité de participer aux formations. Pendant les formations, les participants ont trouvé que l'approche s'alignait avec les méthodes habituelles et cela a garanti l'engagement durant tout l'apprentissage.

7. GESTION DU PROJET

a. Défis principaux/Difficultés

La mise en œuvre du projet durant cette période a rencontré trois principaux défis.

Premièrement, la situation sécuritaire a continué à se dégrader dans les régions d'intervention du projet limitant davantage les mouvements du personnel de projet sur le terrain. Ainsi pour limiter les risques sur le personnel du projet, certaines mesures ont été prises. Il s'agit notamment de :

- La suspension des missions de suivi-supervision dans certaines zones du Sahel, du Nord et de l'Est ;
- Le suivi et la collecte des données sur l'évolution de la situation sécuritaire en collaboration avec les responsables sécurité des membres du consortium et des partenaires,
- Le suivi, l'appui et la coordination à distance avec les partenaires locaux pour assurer la mise en œuvre des activités.

Deuxièmement, la question des ressources humaines et la prise en compte des dépenses de fonctionnement au niveau des partenaires locaux a été une préoccupation importante. Des négociations ont été engagées avec l'ambassade pour trouver une solution à cette situation.

Troisièmement, la mise en place du comité technique de suivi (CTS) du projet n'a pas abouti durant la période écoulée du fait de la lenteur administrative au niveau du ministère de tutelle qui a connu un changement majeur en ce sens où il n'existe plus en tant que tel mais a été fusionné avec un autre en décembre 2021. La première rencontre est replanifiée pour le premier trimestre 2022.

b. Gestion des risques (voir annexe 4 pour plus des détails)

Risque	Évaluation du risque (Faible/moyen/élevé)	Influence sur les résultats de l'activité	Mesures d'atténuation
Accroissement des attaques des groupes armés dans la zone du projet	Élevé (H) Les actions de ces groupes armés s'intensifient et s'étendent à plus de localités. Ce qui rend difficile ou impossible la réalisation des actions de développement.	<ul style="list-style-type: none"> Inaccessibilité dans les zones du projet entraînant la non mise en œuvre des activités planifiées Limitation des sorties terrain pour le suivi des activités par le personnel projet Retard dans la mise en œuvre des activités 	<ul style="list-style-type: none"> Suivi régulier et exploitation des alertes sécuritaires Évaluation sécuritaire avant chaque mission sur le terrain ayant abouti quelques fois à une annulation ou un changement d'itinéraire Entame des 1ères activités dans les communes accessibles, en attendant une évolution favorable de la situation
Absence de ressource humaine chez les partenaires locaux	Moyen (M) Retard dans la mise en œuvre des activités	<ul style="list-style-type: none"> Lenteur, retard et même blocage dans la conduite des activités Difficile de garantir la qualité de la mise en œuvre des activités 	<ul style="list-style-type: none"> Des propositions ont été faites et les négociations ont été engagées avec l'ambassade pour trouver une solution à cette situation
Bouleversements politiques, changement de gouvernement	Elevé (H) Retards inattendus au niveau organisationnel et opérationnel de certaines activités	<ul style="list-style-type: none"> Retard dans la tenue des sessions du comité technique de suivi du projet 	<ul style="list-style-type: none"> Relance du processus avec les nouvelles autorités du ministère en charge de la jeunesse Organisation de la rencontre en attendant la signature de l'arrêté de mise en place

c. Evaluation des résultats, partage et apprentissage

Durant ce semestre le projet PROMESSE-FP a participé à plusieurs rencontres organisées par l'ambassade des Pays-Bas dans le cadre de la recherche de synergies d'actions entre les projets et programmes qu'elle finance. Ces rencontres ont été des occasions pour le consortium de présenter le projet, de découvrir les autres projets et d'identifier les synergies possibles, au regard du fait que les différents projets interviennent pratiquement dans les mêmes zones que le projet PROMESSE-FP. La formation sur l'approche transformative de genre a également été une occasion de partager des expériences et des apprentissages à travers la présentation de trois projets « genre » de structures partenaires comme la GIZ, OXFAM et AMMIE.

d. Mécanismes SEAR utilisés

Le plan SEAR est en cours de finalisation. La première version a été soumise à l'ambassade et la prise en compte des observations qui est en cours permettra de la finaliser et de l'adopter.



SOLIDAR
SUISSSE

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



e. Sécurité et sureté

Durant ce semestre, la situation sécuritaire a continué à se dégrader. L'accroissement des attaques et menaces des groupes d'opposition armés dans la zone d'intervention (risque élevé) reste une menace pour la mise en œuvre réussie des activités. Certaines parties de ces régions sont totalement inaccessibles.

Quand bien même certaines communes d'intervention du projet ne sont pas directement touchées par les attaques terroristes, il n'en demeure pas moins que la situation sécuritaire a un impact sur la mise en œuvre du projet (psychose générale, limitation des déplacements des équipes techniques, réduction du champ d'action du projet, suivi à distance des activités, etc.). Les activités du projet se concentrent dans les localités encore accessibles par nos partenaires locaux sur le terrain.

8. ACTIONS MENEES DANS LE VOLET GENRE TRANSFORMATIF

Après l'atelier de renforcement des capacités des acteurs du projet sur l'approche genre transformatif, un effort a été fait au niveau des membres du consortium pour sa prise en compte dans les actions du projet.

Ainsi, dans le cadre de l'élaboration de curricula et des guides de formation aux métiers, il a été demandé aux consultants d'en tenir compte afin d'éviter d'être des vecteurs de transmission de stéréotypes sexistes. Cela se ressent le choix des mots, des illustrations ou des exemples. En outre, la mise en œuvre des activités de formation professionnelle a brisé les barrières de la dimension "division sexuelle du travail", de telle sorte que des filles et femmes se sont orientées vers les métiers traditionnellement masculins tels que la mécanique, la plomberie sanitaire, l'électricité. Par ailleurs, les notions genre transformatif seront exploitées avec les acteurs nationaux au cours des activités d'intégration et des formations de formateurs pour assurer une intégration holistique dans les curricula d'éducation. Enfin, l'approche transformative genre a été intégrée dans la formation des points focaux adolescent(e)s des CM/CSPS pour une harmonisation, adaptation et actualisation des contenus SSR avec les acteurs de la santé.

9. ACTIONS DE VISIBILITE

Durant la période, des activités menées ont été publiées sur les pages Facebook des partenaires du consortium (atelier de lacement : <https://fb.watch/aLS2Owryi3/> et <https://fb.watch/aLS17OhgmB/> , rencontre intra consortium : <https://www.facebook.com/1409713065721693/posts/6925586634134281/>).

10. PLAN DE LA PERIODE SUIVANTE

Les principaux défis pour la période suivante sont notamment :

- Au niveau de la mise en œuvre de la formation dans les centres d'éducation et de formation professionnelle (construction et l'équipement des centres), le défi prévisible est la contrainte financière. Les estimations préliminaires des couts de construction et d'équipements des centres montrent un risque d'écart important avec le budget planifié pour cette activité.



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



- L'engagement des partenaires locaux dans la mise en œuvre du projet avec la question de la disponibilité des ressources humaines dédiées au projet à leur niveau constitue un autre défi majeur.
- Dans le cadre du dispositif de suivi évaluation, la prise de l'arrêté ministériel de mise en place et la tenue de la première rencontre du comité technique de suivi du projet constitue le défi de la période à venir. Un défi aggravé par l'instabilité politique que connaît le pays.

11. ANNEXES

- 1. Rapport financier**
 - 2. Etat détaillé de mise en œuvre des activités de la période écoulée**
 - 3. Etat synthèse de mise en œuvre du plan d'action 2021**
 - 4. Journal des risques**
 - 5. Images et vidéos**
- Journal de jeunesse



ANNEX 2

ETAT DETAILLE DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES 2021



Royaume des Pays-Bas

Résultats attendus	Activités poursuivies (Activités du cadre logique)	Cible de la période	Cible atteinte	Taux de Réalisation	Contribution aux résultats (y.c. des commentaires si nécessaires) (Activités réalisées)
Outcome1 : D'ici 2024, 14 000 élèves de 40 établissements du post-primaire et secondaire et 1 200 apprenantes de 10 CEFP de la zone d'intervention du projet ont amélioré leurs compétences sociales en termes d'éducation financière et de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre à travers l'utilisation de curriculums et d'outils pédagogiques améliorés					
Résultat 1.1 : 14 000 élèves de 40 établissements post primaire et secondaire et 1 200 apprenantes de 10 CEFP ont accès à une éducation sociale et financière et des compétences de vie courante	Activité 1.1.1 : Développer et/ou adapter le contenu des curricula d'éducation sociale et financière adaptés aux cibles de l'enseignement post primaire et secondaire sur la base d'un inventaire du matériel pédagogique disponible et approuvé au Burkina Faso	01	01	100%	Le processus de révision et d'améliorer du contenu en se basant sur les résultats des études précédentes menées dans d'autres pays (Burkina Faso et le Cameroun) a été entrepris. Cela a permis de développer et adapter un manuel aux besoins de l'enseignement post primaire et secondaire du Burkina Faso. Le contenu identifié a été contextualisé lors d'un atelier par les équipes techniques du Ministère de l'éducation nationale en coordination avec les partenaires membres du consortium, afin de l'adapter au contexte et à l'environnement pédagogique du Burkina Faso. Le résultat de ces travaux est un (1) manuel développé et adapté aux besoins de l'enseignement post primaire et secondaires formel au Burkina.
	Activité 1.1.2 : Former 120 formateurs pour la mise en œuvre de l'approche Aflatoun pour les compétences de vie, sociale éducation et financière	30	29	96%	L'activité a été réalisée en Novembre 2021 avec des participants composés des membres du consortium et du personnel (H/F) des inspections et directions de l'enseignement post-primaire et secondaire formées et certifiées de Maîtres formateurs en éducation sociale et financière. Cette formation a permis d'avoir 29 formateurs certifiés qui pourront accompagner la mise en œuvre du projet.
	Activité 1.1.3 Former 240 enseignants et facilitateurs (H/F) pour la mise en œuvre de l'approche Aflatoun dans les écoles pilotes	60	60	100%	Deux sessions de 3 jours chacune ont été organisées en Décembre 2021 et ont regroupé 40 participants des écoles pilotes de l'approche Aflatoun (animateurs et animatrices de la vie scolaire) et 20 participants des 160 autres écoles du projet PROMESSE-FP. Les participants seront en charge de l'encadrement et du suivi des clubs scolaires mis en place par le projet
	Activité 1.1.4 : Imprimer 1 200 manuels et mettre en œuvre le programme dans les écoles pilotes	300	00	00%	La finalisation des manuels interviendra après les dernières sessions de formation afin de prendre en compte les aspects opérationnels. Les impressions interviendront après cela. L'activité est replanifiée pour 2022.

	Activité 1.1.5 : Soutenir la réalisation d'activités d'éducation sociale et financière par les clubs qui seront mis en place dans les 40 écoles post primaires et secondaires	3500	00	00%	Le retard dans la mise en place des clubs n'a pas permis d'apporter le soutien financier à la mise en œuvre des plans d'action. Le soutien se fera courant l'année 2022.
Outcome2 : D'ici 2024, l'employabilité et l'accès à des revenus décents de 15 625 filles et femmes sont améliorées à travers la promotion d'une offre de formation professionnelle innovante utilisant l'approche Aflatoun et l'utilisation des TIC					
Résultat 2.1 : 5 700 filles et femmes dont 1 200 filles et femmes de 16 à 19 ans, qui sont exclues du système éducatif, 3 000 filles et femmes qui bénéficient d'un apprentissage de métier et 1 500 femmes du secteur informel qui dont les compétences sont renforcées, ont une meilleure insertion socioprofessionnelle	Activité 2.1.1 : Développer et adapter des modules sur les compétences de vie courante, y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre l'éducation financière l'Entreprenariat, l'Employabilité et les DSSR	01	01	100%	Le processus de révision du contenu et des sessions des modules a été entrepris en se basant sur les résultats des études précédentes menées dans plusieurs pays dont le Burkina Faso et le Cameroun, afin d'améliorer et finaliser le contenu des sessions pour les interventions au niveau non formel . Les contenus identifiés et adaptés ont été contextualisés lors d'un atelier par les équipes techniques du ministère de l'éducation nationale/professionnelle en coordination avec les partenaires membres du consortium, afin de l'adapter au contexte et à l'environnement pédagogique du Burkina Faso.
	Activité 2.1.2 : Former 120 formateurs (H/F) pour la mise en œuvre de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre	30	30	100%	Réalisée en Novembre 2021 avec 30 personnes composées des membres du consortium et du personnel (H/F) des inspections et directions de l'enseignement informel et professionnel certifiés de Maîtres formateurs en éducation sociale et financière, cette formation a permis d'avoir 30 formateurs certifiés qui ont désormais des compétences en matière d'éducation sociale et financière pour accompagner la mise en œuvre du projet.
	Activité 2.1.3 : Former 240 facilitateurs (H/F) intervenant dans les centres de formation pour la mise en œuvre de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre, l'éducation financière l'Entreprenariat, l'Employabilité et DSSR	60	30	50%	Cette activité réalisée en Décembre 2021 a regroupé 30 enseignants , notamment les animateurs et animatrices de la vie scolaire qui ont été formés au cours d'une (1) formation de facilitateurs pour 3 jours de formation. Les cibles ont été les animateurs des centres de formation de Solidar Suisse, les directions techniques du Ministère en charge de la jeunesse et les structures partenaires du CCEB-BF intervenant dans le domaine de la formation professionnelle. Il faut noter que les cibles atteintes pour l'activité 2.1.3 au cours de cette formation ne forment que 50% des cibles convenues pour l'année 1. Ceci est dû au fait que le projet a connu un lent démarrage. La suite de la formation sera organisée au premier trimestre de l'année 2022.

<p>Activité 2.1.4 : Imprimer 1 200 manuels et mettre en œuvre le programme dans les centres de formation</p>	<p>300</p>	<p>00</p>	<p>00%</p>	<p>Le processus de finalisation des manuels est toujours en cours. Pour des manuels plus efficaces, la finalisation des manuels devrait intervenir après les dernières sessions de formation afin de prendre en compte les aspects opérationnels. Les impressions interviendront après cela.</p>
<p>Activité 2.1.5 : Ouvrir les 10 nouveaux centres polyvalents d'éducation et de formation professionnelle (CEFP) en faveur de 1 200 (dont 300 filles déplacées internes) adolescentes exclues du système éducatif et de 1 500 filles et femmes de 19 à 35 ans du secteur informel</p>	<p>10</p>	<p>00</p>	<p>00%</p>	<p>En plus des résultats de l'étude de base du projet, les échanges avec les partenaires locaux ont permis d'avoir une situation des centres à construire et ceux à renforcer. Un consultant (architecte) a été recruté pour la conception d'un plan type pour les CEFP qui définira les caractéristiques techniques et estimera les coûts approximatifs pour la construction d'un centre. Les démarches à faire auprès des collectivités locales dans certaines localités ont été engagées. Les constructions des centres débiteront en février 2022.</p> <p>La mise en place des comités de sélection (partenaires locaux et services techniques de l'Etat) est en cours.</p> <p>Sur la base des résultats de l'étude sur les métiers porteurs, 04 métiers (Embouche ovine, coiffure esthétique, tissage à base de fil plastique et de perle, saponification) ont été retenus pour être développés dans les CEFP.</p> <p>En partenariat avec l'agence nationale de formation professionnelle (ANFP), des curricula ont été développés dans ces métiers pour être utilisés dans les centres.</p>
<p>Activité 2.1.6 : Réaliser une étude sur les métiers porteurs et novateurs de la zone d'intervention</p>	<p>01</p>	<p>01</p>	<p>100%</p>	<p>Engagée au premier trimestre du projet, l'étude sur les métiers porteurs a été finalisée. La restitution des résultats est intervenue en octobre 2021. En plus des 04 métiers sur lesquels vont porter la formation des bénéficiaires dans les CEFP, 10 métiers pour les formations de courte durée chez les maîtres artisans ont été identifiés. L'étude a aussi permis d'identifier des maîtres artisans modèles dans les régions avec qui 04 micro films d'environ 13 min ont été réalisés sur leur parcours professionnel pour encourager les filles dans leur choix de métier et à l'entrepreneuriat.</p>

	<p>Activité 2.1.7 : Former 3 000 filles et femmes vulnérables de 19 à 35 ans pendant une courte durée à des métiers porteurs et novateurs dans la zone du projet</p>	<p>750</p>	<p>550</p>	<p>73%</p>	<p>Des guides de formation et outils de suivi ont été conçus dans 10 métiers identifiés grâce aux résultats de l'étude sur les métiers porteurs. Les films réalisés sur les maîtres artisans modèles ont été utilisés lors de 02 foras des métiers dont l'un à Fada le 10 Décembre 2021 et l'autre à Dori le 23 Décembre 2021. Ils ont été présentés aux filles/ femmes identifiées accompagnées de leur mari ou d'un membre de leur famille. Ces foras ont permis aux 300 (dont 86 PDI soit 28,66%) filles et femmes de 19 à 35 ans de mieux structurer leur choix de métier et d'être inspirées par les artisans modèles.</p> <p>Pour la formation de ces 300 bénéficiaires, 98 maîtres artisans ont été identifiés dans deux régions (72 à l'Est et 26 au Sahel) pour accueillir les filles et femmes dans leurs ateliers pour un apprentissage. Une formation sur les techniques pédagogiques de transmission des connaissances, l'utilisation des guides de formation développés et sur des thématiques transversales telles que l'hygiène, environnement et la sécurité au travail est en cours de préparation pour ces maîtres artisans afin de garantir une bonne formation pour les filles et femmes.</p> <p>250 filles et femmes dont 96 PDI (soit 38,4% de PDIs) de 19 à 35 ans ont également été identifiées dans les 04 régions et formées aux métiers agrosylvopastoraux, précisément en embouche des petits ruminants et aviculture. Le processus d'acquisition de kits de production y compris des petits ruminants et volailles pour la dotation aux filles et femmes est en cours.</p>
	<p>Activité 2.1.8 : Renforcer les capacités de 6 000 filles et des femmes du secteur informel à l'utilisation des TIC pour promouvoir leur activité commerciale</p>	<p>1500</p>	<p>00</p>	<p>00%</p>	<p>Cette activité se réalisera en collaboration avec l'association Yampukri. La définition du cadre de collaboration avec cette structure est en cours et permettra la formation des bénéficiaires et la mise en place du dispositif Ekoos nana pour la promotion des activités commerciales des bénéficiaires du projet.</p>

<p>Résultat 2.2 : 9 925 filles et femmes du secteur informel ont accès à une formation de qualité et des opportunités de diversification de leurs sources de revenus</p>	<p>Activité 2.2.1 : Permettre à 300 filles et femmes de 25 à 35 ans propriétaires d'entreprise dans le secteur informel de se professionnaliser dans leur secteur d'activité à travers un accompagnement ciblé.</p>	75	75	100%	<p>75 filles et femmes (dont 19 PDI soit 25,33%) de 19 à 35 ans propriétaires d'entreprise ont été identifiées dans les 04 régions pour bénéficier d'un renforcement de capacités. Leurs besoins en termes de formation et de matériel ont déjà été identifiés. Des sessions de formations spécifiques sont en cours de préparation. Ces formations seront assurées par les centres de l'ANFP et d'autres compétences spécifiques. Un appui en matériel viendra renforcer leur capacité de production.</p>
	<p>Activité 2.2.2 : Faciliter la mise en place de 385 associations d'épargne pour l'amélioration des revenus de 9 625 filles et femmes</p>	80	118	147%	<p>Au total, 118 groupes VSLA ont été mis en place durant la période écoulée. Cette mise en place s'est accompagnée par la formation de dix-sept (17) animateurs dont cinq (5) femmes sur l'approche VSLA. Ces 118 VSLA mis en place regroupent 1907 filles et femmes dont 374 PDI (soit 19,6%).</p>
<p>Outcome3 : D'ici 2024, il est rendu possible à 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 bénéficiaires de la formation professionnelle d'avoir une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive</p>					
<p>Résultat 3.1 : 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 bénéficiaires de la formation professionnelle ont une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive et bénéficient d'une protection contre les VBG (mariage des enfants, grossesses non désirées, etc.) avec le soutien des parents</p>	<p>Activité 3.1.1 : Former 200 agents des Services scolaires de santé (SSS) (H/F) et les conseillers d'éducation sur l'offre en Droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR)</p>	100	00	00%	<p>Cette activité a été replanifiée pour le premier trimestre de l'année 2022 car sa mise en œuvre nécessitait un certain nombre de préalables qui n'ont pas pu être réunis à temps : (i) la finalisation des sessions de formation en approche AFLATOUN, (ii) l'élaboration et la validation des modules de l'Education à la Vie Familiale (EVF), (iii) la formation des formateurs en SSR. Les termes de référence de l'activité ont été élaborés.</p>
	<p>Activité 3.1.2 : Doter 200 établissements scolaires en supports de communication sur les DSSR</p>	100	00	00%	<p>Cette activité a été replanifiée pour le premier trimestre de l'année 2022. Cependant, l'appel d'offre a été lancé et des prestataires ont été retenus pour la livraison des supports de communication. Ces supports seront mis à la disposition des établissements après la formation des agents des services scolaires de santé (Activité 3.1.1).</p>
	<p>Activité 3.1.3 : Mettre en place 200 clubs genre sensibles dans 200 établissements post primaire et secondaire et 30 clubs Amazone dans 10 CEFP pour promouvoir des activités de sensibilisation (y inclus les références vers les centres de santé en cas de besoin (eg pour accéder aux méthodes PF) et développer les compétences sociales et financières des filles</p>	73	145	198%	<p>145 clubs ont été mis en place dans 145 établissements après avoir informé au préalable, les directeurs provinciaux du post primaire et secondaires qui ont aidé à l'identification des établissements d'intervention. Ce résultat a été possible du fait de l'engagement de ces acteurs de l'éducation. Les 55 autres clubs genre sensible seront mis en place au premier trimestre de l'année 2022.</p>

	Activité 3.1.4 : Former 208 enseignants et les conseillers d'éducation issus des 40 établissements post primaire et secondaire sur la SSRAJ	104	00	00%	Des échanges avec la direction en charge des curricula ont été mené en vue de mettre à la disposition du projet, des personnes ressources pour l'animation des sessions de formation. Pour des raisons de calendrier, les formations planifiées n'ont pas pu avoir lieu et donc ont été replanifiées pour le premier trimestre 2022.
	Activité 3.1.5 : Former de 160 points focaux adolescents(es) et jeunes dans les points de prestation (CM/CSPS)	160	144	90%	Il est important de préciser que la cible de cette activité est 320 points focaux à raison de 2 par CSPS. Au cours de la période écoulée, 144 agents des 3 districts sanitaires dont 44 à Gourcy, 42 à Ouahigouya et 58 à Gourcy, ont été formés. Des protocoles de collaboration ont été signés avec ces districts sanitaires pour le portage technique des activités. Les sessions des districts sanitaires de Dori, Tougouri, Kaya, Boussouma et Séguénéga sont replanifiées pour le premier semestre 2022.
	Activité 3.1.6 : Appuyer les points focaux formés pour la sensibilisation de la communauté pour le changement de comportement favorable	160	00	00%	Cette activité est planifiée pour le premier trimestre de l'année 2022. Pour 2022, à l'issue de la formation des 176 (320-144) points focaux jeunes dans les CSPS, ces derniers seront appuyés pour réaliser des sensibilisations en vue d'induire des changements de comportements favorables à la SSR dans l'ensemble des 160 CSPS ciblés.
	Activité 3.1.7 : Distribuer des kits de gestion hygiénique des menstrues à 10 000 filles	2500	2350	94%	2350 kits GHM ont été acquis en fin d'année 2021 et seront distribués en janvier 2022 aux jeunes filles des 200 établissements cibles du projet et les bénéficiaires en formation professionnelle.
Outcome4 : D'ici 2024, les acteurs locaux et nationaux concernés connaissent le projet, recherchent activement des synergies, intègrent et répliquent au moins une bonne pratique PROMESSE-FP					
<i>Résultat 4.1 : Des études de cas et des capitalisations des bonnes pratiques PROMESSES-FP sont produites et diffusées au niveau national et mises à disposition des acteurs et réseaux concernés</i>	Activité 4.1.1: Produire et diffuser des études de cas, des capitalisations de bonnes pratiques au Burkina Faso	N/A	N/A	N/A	3000 exemplaires de l'édition 2021 du « journal de jeunesse » ont été produits et diffusés auprès des élèves des 200 établissements cibles du projet. Cette première édition a fait une présentation du projet dans un langage accessible aux élèves, cible du journal. Dans le cadre de la capitalisation du projet, une structure de communication a été recrutée pour la réalisation d'un film de capitalisation globale du projet. Les activités clés du projet seront captées à cet effet. Cette collaboration se fera en continu durant la vie du projet. Le processus de recrutement d'une structure qui réalisera des études de cas sur l'approche Aflatoun est également en cours. Ces études de cas serviront à capitaliser les bonnes pratiques tout au long de l'exécution du projet.

<p><i>Résultat 4.2 : Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales et le Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi au Burkina Faso intègrent l'éducation aux Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR dans les curricula nationaux</i></p>	<p>Activité 4.2.1 : Organiser des ateliers d'Orientation sur Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR pour les Ministères en charge de l'éducation et formation professionnelle</p>	01	00	00%	<ul style="list-style-type: none"> - Les ateliers prévus sous les activités 4.2.1, 4.2.2, en relation direct avec les formations de formateurs nationaux (4.2.3) et qui font tous parti de la composante d'intégration et de formation nationale, ont été repoussés de 2021 pour l'année 2022. Ces activités d'intégration nationale ne sont pas faisables avant la finalisation des deux contenus/programmes PROMESSE-FP (Formel et non-formel). - Pour l'activité 4.2.4, deux rencontres de concertation et de plaidoyer ont été réalisées, l'une avec le Directeur de l'Enseignement Post-primaire et Secondaire et l'autre avec le Chef de service des curricula aux post primaire et secondaire de la Direction Générale de la Recherche en Education et de l'Innovation Pédagogique (DGREIP). Ces deux autorités techniques ont salué l'avènement de l'approche Aflatoun en affirmant que le projet PROMESSE intervient dans un contexte favorable pour les jeunes à cause des réformes des curricula qui sont en cours au Burkina Faso. Elles recommandent de produire un manuel qui va servir de ressources complémentaires dans les disciplines d'accueil (i.e. SVT, Histoire, Langues). - 3 émissions télé, 4 émissions radio, 1 café de l'éducation et 1 atelier d'information/sensibilisation sur l'éducation sociale et financière (ESF) ont été réalisées.
	<p>Activité 4.2.2 : Organiser des ateliers d'Intégration des Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR dans les curricula de l'enseignement formel, non-formel et professionnel</p>	02	00	00%	
	<p>Activité 4.2.3 : Organiser des Formations de formateurs nationaux en éducation sur Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR</p>	60	00	00%	
	<p>Activité 4.2.4 : Mener des concertations avec les acteurs étatiques pour l'appropriation et le cadrage politique des objectifs du programme</p>	02	02	100%	
	<p>Activité 4.2.5 : Mener des activités d'information/sensibilisation sur l'éducation financière dans les zones d'intervention du programme et au niveau national</p>	03	03	100%	



SOLIDAR
SUISSE

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



ANNEX 3 ETAT SYNTHÈSE DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS 2021

Activités planifiées	Niveau de Réalisation
Activités transversales	
Activité 0.1 : Lancement officiel du projet	Réalisée
Activité 0.2 : Renforcer des capacités des membres du consortium sur l'approche Aflatoun	Non réalisée. Conflit entre la planification opérationnelle (2022) et la planification budgétaire qui était en 2021
Activité 0.3 : Renforcer des capacités des membres du consortium sur la gestion des projets sensible aux conflits	Réalisée
Activité 0.4 : Renforcer des capacités des membres du consortium en approche transformative genre	Réalisée
Activité 0.5 : Renforcer les capacités des membres du consortium sur le suivi évaluation basée sur l'approche AKVO	Non Réalisée
Activité 0.6 : Étude de base des données	Réalisée
Activité 0.7 : Rencontres trimestrielles intra-consortium de bilan	Réalisée
Activité 0.8 : Rencontres du Comité technique de suivi	Non réalisée
A.0.9. Evaluation (évaluation mi-parcours plus évaluation finale)	Non planifiée pour 2021
Activité 0.10 : Suivi des activités	Réalisée
Activité 0.11 : Audit	Dépense engagée en 2021. Audit en cours de réalisée en Q1 2022.
OS1.R1 : 14 000 élèves de 40 établissements post primaire et secondaire et 1 200 apprenantes de 10 CEFP ont accès à une éducation sociale et financière et des compétences de vie courante	
Activité 1.1.1 : Développer et adapter des contenus curriculaires d'éducation sur les compétences de vie, éducation sociale et financière adaptés aux cibles de l'enseignement post primaire et secondaire (3 ateliers). CCEB	Réalisée
Activité 1.1.2 : Former 120 formateurs et enseignants pour la mise en œuvre de l'approche Aflatoun pour les compétences de vie, sociale éducation et financière. CCEB	Réalisée
Activité 1.1.3 : Former 240 enseignants et facilitateurs (H/F) pour la mise en œuvre de l'approche Aflatoun dans les écoles pilotes. CCEB	Réalisée
Activité 1.1.4 : Imprimer 1 200 manuels et mettre en œuvre le programme dans les écoles pilotes. CCEB	Non réalisée
Activité 1.1.5. Soutien aux clubs des participants dans les 40 établissement et aux 14.000 élèves. CCEB	Non réalisée
OS2.R1 : 5 700 filles et femmes dont 1 200 filles et femmes de 16 à 19 ans, qui sont exclues du système éducatif, 3 000 filles et femmes qui bénéficient d'un apprentissage de métier et 1 500 femmes du secteur informel qui dont les compétences sont renforcées, ont une meilleure insertion socioprofessionnelle	



Royaume des Pays-Bas



SOLIDAR
SUISSSE

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Activité 2.1.1 : Développer et adapter des modules sur les compétences de vie courante, y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre, l'éducation financière, l'entrepreneuriat et les DSSR. CCEB	Réalisée
Activité 2.1.2 : Former 120 formateurs (H/F) pour la mise en œuvre de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre. CCEB	Réalisée
Activité 2.1.3 : Former 240 facilitateurs (H/F) intervenant dans les centres de formation pour la mise en œuvre de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre, l'éducation financière, l'Entrepreneuriat, l'Employabilité et DSSR dans les centres de formation professionnelle. CCEB	Réalisée
Activité 2.1.4 : Imprimer 1 200 manuels et mettre en œuvre le programme dans les centres de formation. CCEB	Non réalisée
Activité 2.1.5 : Ouvrir les 10 nouveaux centres polyvalents d'éducation et de formation professionnelle (CEFP) en faveur de 1 200 (dont 300 filles déplacées internes) adolescentes exclues du système éducatif et de 1 500 filles et femmes de 19 à 35 ans du secteur informel	En cours
Activité 2.1.6 : Réaliser une étude sur les métiers porteurs et novateurs de la zone d'intervention	Réalisée
Activité 2.1.7 : Former 3 000 filles et femmes vulnérables de 19 à 35 ans pendant une courte durée à des métiers porteurs et novateurs dans la zone du projet	En cours
Activité 2.1.8 : Renforcer les capacités de 6 000 filles et des femmes du secteur informel à l'utilisation des TIC pour promouvoir leur activité commerciale	Non réalisée
OS2.R2 : 9 925 filles et femmes du secteur informel ont accès à une formation de qualité et des opportunités de diversification de leurs sources de revenus	
Activité 2.2.1 : Permettre à 300 filles et femmes de 25 à 35 ans propriétaires d'entreprise dans le secteur informel de se professionnaliser dans leur secteur d'activité à travers un accompagnement ciblé	En cours
Activité 2.2.2 : Faciliter la mise en place de 385 associations d'épargne pour l'amélioration des revenus de 9 625 filles et femmes	Réalisée
OS3.R1 : 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 bénéficiaires de la formation professionnelle ont une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive et bénéficient d'une protection contre les VBG (mariage des enfants, grossesses non désirées, etc.) avec le soutien des parents	
Activité 3.1.1 : Former 200 agents des Services scolaires de santé (SSS) et les conseillers d'éducation sur l'offre en Droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR)	Non réalisée
Activité 3.1.2 : Doter 200 établissements scolaires en supports de communication sur les DSSR	Non réalisée
Activité 3.1.3 : Mettre en place 200 clubs de filles dans 200 établissements post primaires et secondaires et 30 clubs Amazone dans 10 CEFP pour promouvoir des activités de sensibilisation (y inclus les références vers les centres de santé en cas de besoin (eg pour accéder les méthodes PF) et développer les compétences sociales et financières des filles	En cours
Activité 3.1.4 : Former 208 enseignants et les conseillers d'éducation issus des 200 établissements post primaire et secondaire sur la SSRAJ	Non réalisée
Activité 3.1.5 : Former des points focaux adolescents(es) et jeunes dans les points de prestation (CM/CSPS)	En cours
Activité 3.1.6 : Appuyer les points focaux formés pour la sensibilisation de la communauté pour le changement de comportement favorable	Non réalisée
Activité 3.1.7 : Distribuer des kits de gestion hygiénique des menstrues à 10 000 filles	En cours
OS4.R1 : Des études de cas et des capitalisations des bonnes pratiques PROMESSES-FP sont produites et diffusées au niveau national et mises à disposition des acteurs et réseaux concernés	
Activité 4.1.1: Produire et diffuser des études de cas, des capitalisations de bonnes pratiques au Burkina Faso	Réalisée
OS4.R2 : Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales ; et le Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi au Burkina Faso intègrent l'éducation aux Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR dans les curricula nationaux	



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



INTERNATIONAL

Activité 4.2.1 : Organiser des ateliers d'Orientation sur Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR pour les Ministères en charge de l'éducation et formation professionnelle. CCEB	Reprogrammée pour 2022
Activité 4.2.2 : Organiser des ateliers d'Intégration des Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR dans les curricula de l'enseignement formel, non-formel et professionnel. CCEB	Reprogrammée pour 2022
Activité 4.2.3 : Organiser des Formations de formateurs nationaux en éducation sur Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR. CCEB	Reprogrammée pour 2022
Activité 4.2.4 : Mener des concertations ciblées avec les acteurs étatiques pour l'appropriation de l'approche Aflatoun et son intégration dans les curricula. CCEB	Réalisée
Activité 4.2.5 : Mener des activités d'information/sensibilisation sur l'éducation financière dans les zones d'intervention du programme et au niveau national. CCEB	Réalisée

ANNEX 4 – JOURNAL DES RISQUES

#	Risk description	Impact	Risk type	Risk rating	Mitigating measures	Risk owner
1	Politique de l'organisation en matière de lutte contre la fraude et la corruption	Insuffisance dans la gestion administrative et financière résultant en un conflit avec le bailleur	Financial Management	Low	Formation des responsables des associations/ONG partenaires et leurs gestionnaires sur les outils de gestion Signature de la politique antifraude par les partenaires Suivi budgétaire trimestriel des partenaires par l'administration	Micheline Ouamega
2	Non-respect des délais de rapportage du projet	conflit avec le Bailleur	Legal	Low	Respect rigoureux des périodicités planifiées dans le cadre de suivi des indicateurs Rappels réguliers des parties prenantes	Micheline Ouamega
3	Vol ou détournement des actifs liquides	Conflit avec le bailleur	Economic	Medium	Utilisation des fiches de gestion de stocks et des listes d'inventaire actualisées chaque année Formation spécifique à la sécurité des fonds Mise place de mesures anti franchissement et anti intrusion	Micheline Ouamega
4	Fraude liée au personnel (abus des systèmes d'indemnités, falsification des feuilles de présence et personnel fictif sur la liste de paie)	Conflit avec le bailleur	Economic	Medium	Utilisation de clé de répartition du personnel et utilisation de time sheets en fonction de cette clé de répartition	Micheline Ouamega
5	Difficultés des partenaires locaux à mettre en œuvre les activités (situation sécuritaire, absence de ressource humaine de gestion du projet, non engagement)	Retards dans la mise en œuvre des activités et inefficience du projet; Faible qualité de la mise en œuvre Non atteinte des objectifs du projet	Social	Low	Sélection rigoureuse des acteurs locaux de mise en œuvre, Réviser la stratégie de mise en œuvre en permettant qux partenaires locaux d'avoir à leur niveau des ressources humaines dédiées au projet	Micheline Ouamega

6	Faible engagement des jeunes filles et femmes bénéficiaires	La non motivation des bénéficiaires du projet peut être un obstacle à l'atteinte des effets du projet	Social	Medium	Implication des bénéficiaires dans la conception et la mise en œuvre du projet. Implication des organisations locales pour le ciblage des bénéficiaires du projet	Micheline Ouamega
7	Faible appropriation du projet par le Gouvernement et les parties prenantes locales	Retard dans la mise en œuvre des activités Faible/non implication des acteurs de l'éducation et de la formation professionnelle ; Faible/non implication des entreprises pour la formation professionnelle	Social	Low	L'arrimage du projet aux politiques nationales, sectorielles et locales va permettre une meilleure adhésion des acteurs Rencontre des acteurs du projet avec les parties prenantes dès le début du projet	Micheline Ouamega
8	Refus des conjoint ou des parents que leur femme, filles cibles du projet, participe aux formations organisées par le projet	Non-participation des filles et femmes aux activités du projet	Social	Medium	L'approche transformative de genre sera utilisée dans le projet. C'est dire que les parents et les maris seront pris en considération dans les sensibilisations pour favoriser une meilleure participation des filles et des femmes L'équipe du projet sera formée sur l'approche transformative de genre pour une meilleure mise en œuvre de l'approche	Micheline Ouamega
9	Grève des enseignants	Les écoles cibles du projet sont fermées et les activités ne peuvent pas y avoir lieu Retard dans la mise en œuvre de certaines activités liées aux écoles	Social	High	Révision du planning des activités pour l'adapter à la situation	Micheline Ouamega
10	Instabilité politique du pays	Retard dans la mise en œuvre de certaines activités Limitation d'accès des équipes aux zones d'intervention Suspension du financement du projet	Political	Medium	Suivi constant de la situation politico-sécuritaire afin de revoir la stratégie d'intervention si besoin. Réorganisation des activités afin de s'adapter à la période trouble Tous les acteurs du projet seront sensibilisés sur le caractère impartial/apolitique du projet	Micheline Ouamega
11	Détérioration de la cohésion sociale dans la zone du projet	Les écoles cibles du projet sont fermées et les activités ne peuvent pas y avoir lieu Retard dans la mise en œuvre de certaines activités liées aux écoles	Security	Medium	Révision du planning des activités pour l'adapter à la situation	Micheline Ouamega
12	Persistance de la crise sanitaire liée au COVID-19	Démultiplication des cas de contamination Restriction dans les déplacements et la tenue des rencontres Nouvelle fermeture prolongée des établissements scolaire et de centres de formation, confinement total	Social	Medium	Les activités se tiendront dans le strict respect des mesures barrières En cas recrudescence de la pandémie une révision du calendrier de mise en œuvre du projet sera réalisée en tenant compte des changements	Micheline Ouamega

					au niveau du calendrier scolaire et de formation professionnelle	
13	Accroissement des menaces des groupes armés dans la zone du projet	Limitation des sorties terrain pour le suivi des activités par le personnel projet Non atteinte des cibles du projet à cause de la fermeture de certaines écoles et les déplacements des populations	Security	Medium	Utilisation des relais communautaires, les services techniques locaux (CSPS par exemple) et du téléphone pour le suivi et la collecte des données Suivi régulier des conseils en matière de sécurité des structures onusiennes Adaptation trimestrielle des plans locaux de sécurité des membres du consortium Utilisation des TIC pour le suivi a distance	Micheline Ouamega
14	Conflit de leadership entre l'ANPE et l'ANFP dans le cadre de la mise en œuvre des activités de formations professionnelle	Retard dans la mise en œuvre Lourdeur bureaucratique entre les structures Boycotte des activités du projet	Economic	Low	Respecter les attributions de chaque agence	Micheline Ouamega
15	La clôture du processus de relecture des curricula au niveau du Ministère avant que le projet ne puisse faire prendre en compte ses innovations	Non prise en compte des approches promues par le projet par le MENAPLN Non intégration des approches du projet dans les curricula	Political	Medium	Profiter des assises nationales sur l'éducation pour demander une prise en compte des nouvelles approches Aller avec l'approche par infusion ou par discipline	Micheline Ouamega